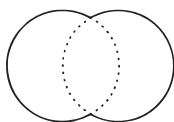
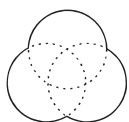


Généralités



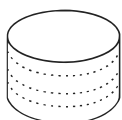
Transparence:

38 /100



Participation du Public:

9 /100



Contrôle:

41 /100

À propos de l'enquête

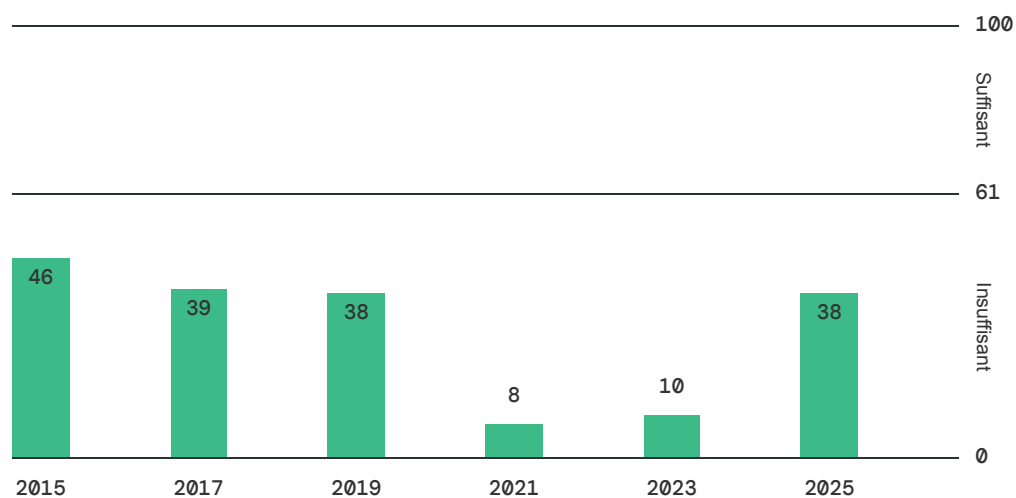
Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public.

L'Enquête sur le budget ouvert (OBS) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que les corps législatifs et les bureaux d'audit nationaux dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 10ème édition de l'OBS couvre 82 pays.

Visitez <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'OBS, les résultats pour tous les pays évalués et l'Explorateur de données.

Mali: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



Mali: Disponibilité publique des documents budgétaires

LÉGENDE

- Accessible au public
- Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
- ⊘ Non produit

Document	2015	2017	2019	2021	2023	2025
Rapport préalable au budget	●	●	●	●	●	●
Projet de budget de l'exécutif	●	●	●	⊘	●	●
Budget approuvé	●	●	●	●	●	●
Budget des citoyens	●	●	●	●	●	●
Rapport en cours d'année	●	●	●	●	●	●
Revue de milieu d'année	⊘	●	⊘	⊘	⊘	⊘
Rapport de fin d'année	●	●	●	⊘	⊘	⊘
Rapport d'audit	⊘	⊘	●	⊘	⊘	●

Mali: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

LÉGENDE

● 61-100 / 100

● 41-60 / 100

● 1-40 / 100

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2025	Publiés avec retard
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2025	58
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2024	95
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public.	2024	Publiés avec retard
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2023-24	52
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2024	Non produit
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2023	Non produit
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2022	Usage interne

Le score de transparence du Mali de **38** dans l'OBS 2025 est considérablement plus élevé que son score de 2023.

Qu'est-ce qui a changé dans l'OBS 2025 ?

Le Mali a accru la disponibilité des informations budgétaires en :

- Publiant le Projet de budget de l'Exécutif en ligne.
- Publiant les Rapports en cours d'année en ligne en temps utile.

Cependant, le Mali a réduit la disponibilité des informations budgétaires en :

- Ne publiant pas le Rapport préalable au budget en ligne dans les délais.

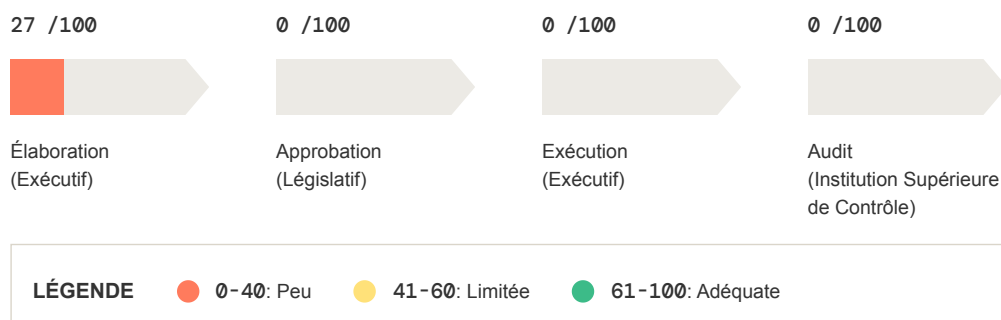
Recommandations

Le Mali devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication en ligne du Rapport préalable au budget, du Budget citoyen et du Rapport d'audit dans les délais.
- Produire et publier la Revue de milieu d'année et le Rapport de fin d'année en ligne en temps utile.
- Prévoir, dans le projet de loi de finances, des informations plus complètes sur les activités quasi-budgétaires, les passifs conditionnels, les arriérés de dépenses, les actifs détenus par l'État, la viabilité budgétaire, les priorités politiques, les recettes affectées, les dépenses fiscales et les estimations relatives aux mesures ayant un impact sur les segments les plus défavorisés de la population.
- Améliorer l'exhaustivité des rapports en cours d'année en fournissant des informations supplémentaires sur la composition de la dette détenue au cours de l'exercice et en présentant les recettes par catégorie (par exemple, fiscales et non fiscales).

Pour plus d'informations sur les bonnes pratiques en matière de participation du public a travers le monde entier, veuillez consulter [ici](#) .

Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



Recommandations

Le Ministère de l'Économie et des Finances du Mali a mis en place conférences budgétaires pendant l'élaboration du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, la priorité devrait également être accordée aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour le suivi de l'exécution budgétaire.
- Élargir les mécanismes durant l'élaboration du budget qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer.
- Faire participer activement les communautés sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent.

Le Conseil national de transition du Mali devrait accorder la priorité aux actions suivantes :

- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit.

La Section des comptes de la Cour suprême du Mali devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la participation du public au processus budgétaire :

- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

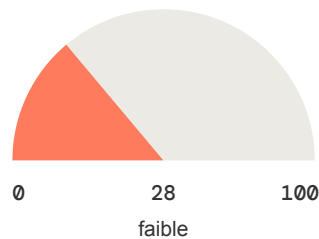
Contrôle

L'OBS examine le rôle que les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) jouent dans la supervision du processus budgétaire, y compris l'efficacité avec laquelle elles examinent les propositions budgétaires, surveillent l'exécution du budget et examinent les comptes gouvernementaux. À l'aide de 18 indicateurs également pondérés, l'OBS évalue la force et l'indépendance de ces institutions de surveillance et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. En outre, l'enquête recueille des informations complémentaires sur l'existence et le rôle des institutions budgétaires indépendantes (IFI), qui peuvent contribuer à un débat éclairé et à un meilleur contrôle de la politique budgétaire (voir l'encadré ci-dessous).

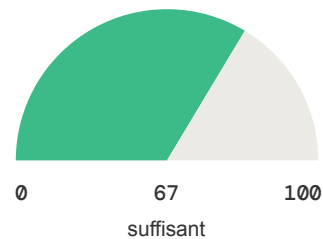
Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du Mali assurent ensemble un contrôle limité au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **41** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

Contrôle

parlementaire



Contrôle de l'ISC



LÉGENDE ● 0-40: Peu ● 41-60: Limitée ● 61-100: Adéquate

Recommandations

Le Conseil national de transition du Mali assure un contrôle limité pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être prioritaires :

- Des commissions législatives doivent examiner le Projet de budget de l'exécutif et publier en ligne les rapports contenant leurs analyses.
- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.
- Dans la pratique, veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère des fonds entre les unités administratives spécifiées dans le budget adopté au cours de l'exercice budgétaire, ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un déficit de recettes.
- Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.

Pour renforcer l'indépendance et améliorer le contrôle par la Section des comptes de la Cour suprême du Mali, les actions suivantes sont recommandées :

- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

L'avantage de mettre en place des institutions budgétaires indépendantes

Le Mali ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont largement reconnues comme des fournisseurs d'informations indépendants et non partisans précieux pour l'exécutif et/ou le Parlement au cours du processus budgétaire.

**Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

Méthodologie

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2024 ont été évalués dans l'OBS 2025.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

Boubacar Bougoudogo

GREAT (Groupe de recherche en économie appliquée et théorique)

Kalaban coura sud extension Rue 626 Porte 1726 Bamako

boubacar@greatmali.net